

## La lutte face à l'Europe des patrons.



### SOMMAIRE

Dossier 7  
Europe des peuples ...  
Ou mondialisation capitaliste ?

Luttes 4  
Les mobilisations se multiplient !  
UFR 14  
La 9<sup>ème</sup> Conférence a eu lieu.

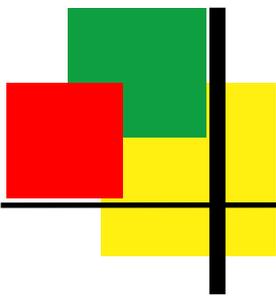
A blurred office scene with people moving, overlaid with a semi-transparent orange and red gradient. The text is centered in white.

**Nos 2000 collaborateurs  
se mobilisent chaque jour  
pour votre protection sociale.**

## RETRAITE - PRÉVOYANCE - ACTION SOCIALE

Chez Mornay, nous voulons être en phase avec votre entreprise dans le monde d'aujourd'hui. Vous êtes réactifs. Nous proposons des services toujours mieux adaptés à vos attentes. Vous êtes performants. Nous optimisons en permanence la gestion de vos dossiers. Vous êtes à l'écoute de vos clients. Nous renforçons nos équipes commerciales pour mieux vous accompagner. Parce que c'est à nous d'aller vers vous. [www.groupemornay.com](http://www.groupemornay.com)





## C'est l'unité des salariés qu'il nous faut !

Les six premiers mois de l'année auront été marqués par une multitude de mobilisations, pour certaines liées au contexte de la crise avec ses conséquences sur l'emploi, les salaires, les fermetures.

**29 janvier, 19 mars, 1<sup>er</sup> mai, des dates que personne ne pourra oublier.**

Les millions de français qui ont manifesté leur mécontentement étaient là pour refuser de subir les méfaits de cette crise, refusant du même coup la politique menée par le gouvernement.

Les élections européennes ont été marquées par une abstention qui a conduit à ce que le Président lui-même se réjouisse du résultat. Comment peut-on se satisfaire de 60 % de citoyens qui refusent d'aller voter, sans avoir une analyse précise qui conduit à cette situation ?

Ce qui est sûr, c'est que ce sont les salariés qui subissent la crise, qui vivent dans la précarité, le chômage, qui, malheureusement, ne se sont pas déplacés.

Pourquoi, alors que nous étions des millions sur le pavé en début d'année ?

**Ne souffre-t-on pas d'un manque réel de perspectives, d'alternatives politiques fondatrices d'une autre société plus juste, plus sociale ?**

À l'évidence, cette situation ne met pas un frein à ceux qui ont choisi le terrain de la lutte pour imposer d'autres choix : *Célanèse, Continental, GoodYear, Faurecia Auchel*, des luttes pour certaines convergentes qui pèsent aujourd'hui sur les choix sociétaux et qui ouvrent des perspectives au monde du travail.

**Défendre son emploi, son industrie, n'est-ce pas légitime quand son groupe continue de faire des profits ? Continental préfère ainsi sacrifier 200 millions d'euros pour mesures d'accompagnement social plutôt que de maintenir son site à Clairoux. Ahurissant !**

C'est de ces luttes que les salariés ont besoin pour mettre un terme aux velléités gouvernementales et patronales.

On nous refait le coup de la Sécurité Sociale en déficit. Qui sont les responsables ? Certainement pas les salariés, les retraités, les chômeurs, mais bien les décideurs politiques qui octroient des exonérations sociales sans limite aux entreprises et à leurs actionnaires.

La Sécurité Sociale souffre d'un manque de recettes et non d'un excès de dépenses. Accidents de travail non déclarés, intéressement participation exclus de toutes cotisations sociales, chômage de masse organisé, stagnation des salaires, etc.

La retraite, ça revient : travailler plus longtemps pour vivre moins longtemps, totalement inacceptable ; le travail du dimanche, **une multitude de réformes qui appelle à prolonger les actions du premier semestre. Dans l'unité syndicale si c'est possible, dans celle des salariés avant tout, seul gage de réussite pour mettre en difficulté ceux qui veulent nous faire payer la crise.**

Pendant juillet et août, maintenons la pression, débattons avec les salariés.

**Salaires, devenir industriel, protection sociale, emploi, des revendications légitimes et accessibles tant les richesses sont énormes dans ce pays. Pour les faire aboutir, l'action du plus grand nombre sous toutes ses formes.**

**Contestations, actions, propositions,  
c'est de cette CGT là dont nous avons besoin.**

n° 478

### VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Case 429-93514 Montreuil cedex

Tél. : 01.48.18.80.36

Fax : 01.48.18.80.35

<http://www.fnic.cgt.fr>

Email : [fnic@cgt.fr](mailto:fnic@cgt.fr)

Directeur de la publication : J-M PETIT

Commission paritaire n° 0113 S 06355

Conçu et réalisé par la FNIC CGT

Imprimé par Alliages

Issn = 0763-7497

# LES LUTTES

## Groupe TOTAL, rassemblement de 300 militants... le 29 mai 2009.



**M**algré la centaine de gorilles recrutés par la direction à la Défense, les 300 militants CGT et salariés du groupe TOTAL sont venus manifester le 29 mai dernier en miroir et à l'occasion du Comité de groupe.

Apeuré par la perspective que la manifestation envahisse le Comité, De Margerie a choisi de se réfugier au 46<sup>ème</sup> étage de la tour pour recevoir une délégation CGT.

**Cette action veut marquer une profonde incompréhension et entend combattre la politique du groupe sur plusieurs sujets : politique industrielle, restructurations avec abandons d'activités et**

**suppressions d'emplois, SILPRO, bassin de Lacq/SOBEGL, politique salariale et sociale, pénibilité, libertés syndicales et notamment exiger la réintégration de Yacouba OUEDRAGO, licencié par TOTAL Burkina.**

**La CGT appelle l'ensemble des salariés et organisations syndicales à se mobiliser et s'unir pour les faire aboutir.**

**Imposons à TOTAL une autre politique satisfaisant les besoins économiques et sociaux.**



## Michelin, la flamme de la colère.

**D**u jamais vu chez Michelin ! 1000 salariés du groupe sont venus réclamer la part de la richesse créée qui leur revient lors de l'Assemblée Générale des actionnaires le 15 mai 2009 à Clermont Ferrand. Avec 154 millions d'€ de bénéfices, la direction de Michelin a de quoi satisfaire les revendications des salariés et de la CGT notamment, en portant le premier coefficient 130 à 1600 €.

**Les salariés sont venus dire STOP aux licenciements, restructurations et fermetures d'entreprises : Poitiers, Toul, ... et STOP au chômage partiel.**

Et ce n'est pas l'impressionnant déploiement des forces de l'ordre qui a em-

pêché les salariés d'exprimer leur ras le bol.

**La colère monte et cette manifestation en annonce bien d'autres pour développer l'emploi sur nos sites.**



# LES LUTTES

## Faurécia, la lutte a payé !

**L**e 5 mars dernier, la direction générale annonce la fermeture du site d'Auchel pour juin 2010.

La CGT du site décide de défendre ardemment son outil de travail.

Une première grève de 19 jours puis une seconde de 21 jours, pour au final, faire revenir la direction sur sa décision de fermeture avec les conséquences sur l'emploi.

Le site restera ouvert avec un projet Faurécia pour une centaine de salariés et un projet de réindustrialisation pour, là aussi, une centaine de salariés.

**S**ur le site d'Auchel, avec la volonté et la détermination des salariés et de la CGT, il a été prouvé qu'on pouvait faire reculer les patrons et imposer une autre stratégie industrielle que celle du fric !

C'est une belle victoire dont nous devons tous nous souvenir.



## La lutte des Faurécia Auchel a payé !



## Silpro St Auban (04), une séquestration... à l'envers !

**M**ercredi 22 avril, au moment où certains séquestraient des patrons, les salariés d'Arkéma St Auban avec la CGT, ont mis dehors le directeur de Silpro l'obligeant à désertier le site en compagnie de ses quelques employés !

Pourquoi une telle initiative qui s'est déroulée, avec le soutien de multiples délégations des syndicats de la coordination CGT d'Arkéma, en présence de la population et de nombreux élus de la région ?

En 2005, le Groupe Total avait annoncé avec son ex filiale (Arkéma) un projet d'installation d'une unité de fabrication de silicium photovoltaïque (Silpro). À l'époque, 386 postes avaient été supprimés à Arkéma St Auban.

130 millions ont d'ores et déjà été consacrés à Silpro, mais, alors qu'Arkéma projette de supprimer une nouvelle fois 200 emplois sur le site, le projet risque de terminer mort-né du fait de la perte du soutien des banques.

L'action engagée par les salariés d'Arkéma avec la CGT a pour objectif de contraindre Total et Arkéma à tenir leurs engagements.

L'État quant à lui, doit prendre ses responsabilités particulièrement sur ce dossier qui entre pleinement dans les engagements du développement durable dont on nous a tant parlé lors du Grenelle de l'environnement.

Après de multiples réunions, notamment avec les plus hautes autorités de l'État, malgré toute sa légitimité, ce dossier est au point mort, mais les salariés, les populations, les élus ne comptent pas en rester là !

L'abandon du projet Silpro, ce sont des centaines de chômeurs supplémentaires, la désertification du secteur, un gâchis économique, social, industriel et financier.

**D'autres actions sont en préparation afin d'imposer d'autres choix.**



## Gerflor Provence.

**A**près un mois de luttes, les salariés de GERFLOR PROVENCE dans la Drôme obtiennent 2,04 % d'augmentation de salaires contre 0,8 % au départ des NAO.

**L**utte qui n'a pas faibli du début avec plus de 90 % du personnel ouvrier en grève jusqu'à la fin, permettant ainsi de créer de bonnes conditions pour la négociation, et nombreux sont les salariés à avoir adhéré à la CGT.

## EUROPE DES PEUPLES, OU MONDIALISATION CAPITALISTE ?

Aujourd'hui, l'Europe est secouée par la crise et ses conséquences, le chômage, les licenciements, les jeunes privés d'avenir, la vie chère, etc.

Construite par et pour les libéraux, le patronat et le capital, dans le dos des peuples, cette Europe, c'est celle des marchands, pas celle des peuples !

Face à la mondialisation libérale et aux firmes transnationales, nous avons besoin d'Europe. Mais celle qui se fait aujourd'hui n'est pas l'Europe dont nous avons besoin.

L'Europe qu'on nous demande d'avaliser est totalement organisée autour d'un principe unique : le marché, la généralisation de la concurrence. C'est cela qui autorise l'attaque contre les services publics, l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union Européenne.

Cette Europe là est menée par le haut, par des négociations opaques entre les gouvernements et par des instances qui ne sont pas soumises au contrôle démocratique, telles la Commission Européenne ou la Banque Centrale Européenne.

Les peuples ne se reconnaissent pas dans cette pseudo-Europe qui a le marché pour idole et la négociation secrète pour liturgie.

Il est urgent de sortir de cet engrenage.

### 1 - LE TRAITÉ CONSTITUTIONNEL EUROPÉEN.

Préparé par l'ancien président français Giscard, le traité européen a été élaboré par des libéraux sans aucun contrôle démocratique, dans la plus grande opacité. Là où, en Europe, il a été soumis au vote du peuple (*France et Pays-Bas*), il a été largement repoussé.

Sur ce sujet, en mai 2005, la CGT s'est prononcé contre le traité européen.

Pourtant, ce contre quoi une majorité de français s'est prononcée, a été néanmoins ratifié par le Parlement français le 8 février 2008.

Ce qu'on n'a pas pu nous imposer par la porte a été passé par la fenêtre !

Ce "traité constitutionnel" adopté par les chefs d'État et de gouvernement le 18 juin 2004, constitue l'ensemble juridique libéral le plus complet et contraignant de la planète.

Il grave dans le marbre les dogmes et les politiques inscrites dans le Traité de Rome aggravé dans un sens néolibéral par les traités ultérieurs.

Il ouvre la voie à une politique militariste subordonnée à l'OTAN.

Il refuse l'égalité des droits à ceux qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un État membre et les désigne au harcèlement administratif et policier.

Il remet en cause le principe de laïcité auquel nous tenons. Enfin, il laisse les citoyens à l'écart des lieux de décision.

Il n'est d'ailleurs une constitution ni par son mode d'adoption, ni par son mode d'élaboration, ni par son contenu.





S'il est ratifié, l'unanimité des 27 États membres sera ensuite requise pour le modifier.

Cela, alors même qu'il fixe dans le détail des choix politiques, économiques et sociaux essentiels qui ne pourront donc plus être remis en cause.

Ce vice anti-démocratique affecte déjà les traités actuels ; il est incorporé avec eux. *Cette masse de stipulations précises et contraignantes va toujours dans le même sens : la domination du marché, la liberté d'action des capitaux et des firmes transnationales.* Au fronton de cet édifice est inscrit un principe primordial, décrété intangible : "le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée".

**Cette Europe là n'est pas la nôtre.**

C'est pourquoi il est urgent de donner à l'Europe de nouvelles fondations qui l'émancipent du capitalisme financier, qui la réconcilient avec le progrès social, la démocratie, un développement soutenable, la coopération entre les peuples, qui portent la paix sur une planète déchirée par les guerres.

## 2 - L'EUROPE, ACTRICE ACTIVE DE LA MONDIALISATION CAPITALISTE.

La mondialisation capitaliste touche l'ensemble de la planète. Elle se traduit par la libre circulation sans aucune entrave dans le monde des capitaux et des marchandises, mais pas des hommes.

Le but est d'établir un immense marché à l'échelle de la planète, où l'on pourra acheter et vendre n'importe quel produit, n'importe où dans le monde, ou placer son argent dans n'importe quel pays du monde.

**Quel est le but de cette mondialisation ?**

Le but est de transférer une partie de plus en plus importante des richesses produites par les travailleurs dans les mains d'une minorité de gens, sous prétexte qu'ils seraient les détenteurs des capitaux et des outils de production.

**Toute la richesse produite vient du travail, la finance est incapable de produire à elle seule une quelconque valeur sans ponctionner le travail.**

La mondialisation a donc pour but d'intensifier et d'étendre géographiquement l'exploitation des travailleurs.

Comment cette mondialisation s'est-elle produite ?

Le capitalisme porte en lui son extension à toute la planète, c'est-à-dire sa mondialisation.

Mais, celle-ci a pris véritablement son essor par le développement des communications et des moyens de transport sous payés.

Par la déréglementation des marchés financiers initiée par les États Unis et la Grande Bretagne à partir des années 80, mais aussi par la volonté de tous les gouvernements des pays riches qui ont privatisé les entreprises publiques, permettant ainsi aux institutions financières, telles que les fonds de pension, d'investir ces entreprises.



Comment la mondialisation capitaliste se traduit-elle ?

Les entreprises cherchent à réduire au maximum leurs "coûts" de production : soit en délocalisant où la main-d'œuvre est la moins payée et où la contrainte fiscale est la plus faible, soit en augmentant la productivité dans les pays du nord par l'automatisation et par de nouvelles organisations du travail.

Les placements financiers sont très spéculatifs puisque leur but est la rentabilité à court terme. Lorsqu'ils se retirent d'un pays en développement, ils vont déstabiliser financièrement des régions entières et provoquer des crises économiques, comme en Asie du sud est. Plutôt que d'homogénéiser l'économie de la planète, le résultat est, au contraire, de creuser les écarts entre le nord et le sud et d'augmenter la pauvreté dans les pays du nord.

Le monde devient un immense marché livré à la concurrence. Les entreprises doivent sans cesse augmenter leurs parts de marché et trouver de nouveaux débouchés pour satisfaire leurs actionnaires.

**T**out devient marchandise ... y compris les domaines d'activités relevant jusqu'alors du service public, particulièrement convoités, ou des biens communs à tous (*eau, espèces biologiques, etc...*).

Quelles sont les conséquences dans notre vie quotidienne ?

Dans le travail :

- **Par le développement du travail précaire et de la flexibilité** : les grandes entreprises sous-traitent de plus en plus les fonctions périphériques ou jugées peu rentables de l'entreprise et exercent une pression financière sur leurs sous-traitants. Aucune entreprise n'échappe à la pression des marchés financiers. Elles ajustent également leur nombre de salariés en fonction de leur carnets de commande, d'où le développement de la flexibilité.
- **Par l'augmentation du chômage** due aux restructurations, plans sociaux, et délocalisations d'entreprises, entraînant des licenciements de masse.
- **Par la diminution de la part du salaire dans la richesse produite (de 69 à 59 % du PIB)**. Le transfert d'une partie du salaire en épargne salariale a eu pour conséquence une diminution du salaire socialisé, entraînant un déficit des différentes caisses d'assurances sociales (*retraite, santé et Assedic*), et de déplacer les risques économiques sur le salarié.
- **Les artisans, paysans, etc. sont aussi directement touchés**. De nombreuses tâches, assurées jusqu'alors par des salariés de l'entreprise, sont sous-traitées à des artisans. Ils subissent une pression et une mise en concurrence féroces et servent à éponger les aléas de la production, ou même les risques professionnels.

### 3 - L'EUROPE DES PEUPLES S'OPPOSE À L'EUROPE ACTUELLE.

Dès le Traité de Rome de 1957, l'Europe a été conçue comme l'instrument de libéralisation de l'économie en gommant les disparités entre économies nationales. En construisant l'Europe comme un "marché institutionnel", le Traité de Rome a marqué le couronnement de la rénovation de la pensée libérale amorcée 20 vingt plus tôt.



Face à cela, il nous faut une Europe  
**Face à cela, il nous faut une Europe**  
**au service des peuples, sociale,**  
**démocratique, solidaire.**

**Une Europe dont les peuples doivent être les acteurs d'un authentique processus, qui leur permette de décider vraiment des choix politiques et de contrôler leur mise en œuvre.**

Une grande offensive européenne doit être menée en concertation en faveur de la dignité humaine, contre la pauvreté, l'exclusion, les discriminations, et avant tout, contre le "marché unique" et contre les institutions communautaires qui l'ont mis, et le maintiennent avec acharnement, en place, sans aucun contrôle démocratique.

Il est urgent de donner à l'Europe de nouvelles fondations qui l'émancipent du capitalisme fondateur, qui la réconcilient avec le progrès social, la paix, la démocratie, le développement soutenable, la coopération entre les peuples de la planète.

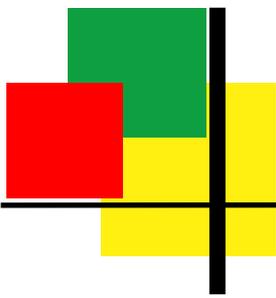
**Une Europe mobilisée contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie.**

**Une Europe qui renforce les garanties sociales, met en œuvre un développement économique respectueux des équilibres écologiques et reconnaît enfin aux femmes l'égalité et les droits qu'elles revendiquent.**

**Une Europe au service des peuples, et non cette Europe des "experts".**

**F**ace au grand capital, dans la lutte, c'est de cela dont nous avons besoin.





# LES LUTTES

## Continental, les salariés gagnent des indemnités financières de haut niveau, mais après ?

**L**a colère et l'indignation ont alimenté la bataille des salariés de CONTINENTAL pendant plusieurs mois.

Colère face à un patronat qui a imposé le retour aux 40 heures/semaine de travail il y a moins de 2 ans en promettant un avenir plus serein.

Des promesses indignes et mensongères puisque le système capitaliste se nourrit de l'exploitation, exigeant toujours plus de résultats financiers.

Cette gestion financière étant, par nature, incapable d'assumer une quelconque responsabilité sociale.

La famille SHAFFLER a acheté la société CONTINENTAL et elle fait payer l'achat aux salariés, directement.

Le courage, la ténacité, l'union des salariés et leurs multiples actions, fortes et puissantes, ont forcé les dirigeants de CONTINENTAL à reculer, à s'asseoir à la table des négociations, avec les pouvoirs publics.

Ces derniers étant soucieux d'étouffer les braises d'un conflit qui risquait de se propager dans le monde du travail.

Après les mois de luttes, la négociation a abouti, sans véritable vainqueur :



- ✗ La direction atteint son objectif de fermeture de l'usine, mais en payant financièrement cette décision.
- ✗ Les salariés obtiennent des indemnités substantielles mais restent sans emploi, dans une société où le chômage augmente chaque jour.

Les indemnités obtenues sont :

- ✗ 6/10<sup>ème</sup> de salaire par année d'ancienneté (doublées/Convention Collective du caoutchouc) ;
- ✗ 50 000 € nets de cotisations sociales ;
- ✗ Payés à 100 % du salaire jusqu'au 31 décembre 2009, puis passage en congé de mobilité rémunéré jusqu'au 31 décembre 2011 à hauteur de 85 % du salaire.

**Bref, de quoi tenir quelque temps... Mais après ?**

L'emploi, c'est la vie. Nous ne le dirons jamais assez fort. Les industries sont indispensables pour répondre à l'ensemble des besoins de la population. Elles alimentent des milliers d'emplois annexes dans les commerces, les PME, etc.

L'exemple des FAURECIA Auchel qui ont gagné le maintien de leur usine démontre qu'on peut gagner la bataille de l'emploi industriel.

**C'**est dans cette voie que la Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT œuvre chaque jour.





Chemistry is our world, Responsibility is our way

## Chimiste, leader dans ses métiers, Rhodia est un groupe industriel international, résolument engagé dans le développement durable.

Le Groupe met la recherche de l'excellence opérationnelle et sa capacité d'**innovation** au service de la **performance** de ses clients. Articulé autour de **six entreprises**, Rhodia est partenaire des grands acteurs des **marchés** de l'automobile, de l'électronique, de la parfumerie, de la santé, de la beauté, de la détergence, des produits industriels et de grande consommation.

Le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 4,8 milliards d'euros en 2008 et emploie aujourd'hui environ **14 500 personnes** dans le monde.

Il est coté sur Euronext Paris.

Photos - Getty Images - Corbis - Kevin Burke / Eyedea Gamma - Paulo Fridman

\* La chimie est un secteur clé de nos activités industrielles, notre expertise



Pour plus d'informations,  
rendez-vous sur notre site web  
[www.rhodia.com](http://www.rhodia.com)

## Conférence de l'ICEM pour le secteur du caoutchouc, les 12 et 13 mai 2009 à Nashville (USA).

La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT a participé en tant qu'observateur à la conférence de la Fédération Internationale de la Chimie, de l'Énergie et des Mines (ICEM) qui se déroulait le 12 et 13 mai 2009 à Nashville (USA).

Cette conférence, qui se tenait à l'organisation du syndicat américain United Steelworkers (USW), a rassemblé près de 90 syndicalistes du monde entier.

Compte tenu de l'évolution, des défis et des récentes crises économiques affectant le monde entier, en particulier tous les secteurs de l'industrie du caoutchouc et pneus, la Conférence de Nashville a traité des sujets suivants :

- Stratégie et défis des Industries mondiales ; Les effets de la crise mondiale sur l'industrie et les défis pour les syndicats.
- Les conventions collectives dans l'industrie du caoutchouc ; La hausse des difficultés dans les relations de travail.
- Réponses syndicales contre les stratégies de l'industrie du caoutchouc ; Accords globaux, réseaux et campagnes syndicales dans les industries mondiales/régionales.
- Santé et sécurité du travail et de l'environnement ; Développement durable.
- Plan d'action pour le futur.

**Le thème central de la conférence était la crise économique mondiale, les problèmes sont les mêmes dans tous les pays : les licenciements, les baisses ou le gel des salaires et diminutions des heures de travail, l'externalisation vers les pays à bas coûts, les départs sans indemnité, le recours à la main-d'œuvre contractuelle et intérimaire, les fermetures d'usines, le manque d'investissements.**

Le Secrétaire général de l'ICEM a fait remarquer que des politiques dévoyées ont permis le comportement irresponsable des entreprises.

Pour lui, la cupidité des entreprises est derrière le "capitalisme de casino" et les solutions nationales seules ne suffiront pas à surmonter la crise.



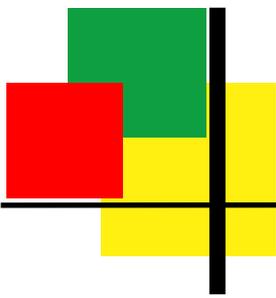
**Il faut une riposte mondiale dans laquelle les syndicats jouent un rôle véritable.**

Cette stratégie donne la priorité à la création d'emplois par l'investissement public, avec des politiques actives du marché du travail et une protection des plus vulnérables, la nationalisation des banques insolvables et de nouveaux rôles et mécanismes de contrôle pour la finance mondiale, l'élargissement de la couverture de la négociation collective et le renforcement des organes de détermination des salaires, la négociation d'un accord international ambitieux sur le changement climatique et une réforme de la gouvernance des institutions financières internationales telles que le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce.

**À la clôture de la conférence, l'ICEM a présenté un plan d'actions incluant une campagne pour les droits syndicaux fondamentaux, réclamer un travail décent dans l'industrie du caoutchouc et l'utilisation des Accords-cadres mondiaux pour aborder ces problèmes.**



*L'ICEM a salué la présence de notre Fédération à cette Conférence.*



# UFR

## 9<sup>ème</sup> Conférence UFR. 12-15 mai 2009 - Île de Ré.

"Une CGT pour tous les âges" c'est sous ce slogan qu'avait été placée la 9<sup>ème</sup> Conférence de l'Union Fédérale des Retraités de la FNIC.

Et, en effet, ce sont bien des militants de tous âges qui se sont retrouvés, du 12 au 15 mai, dans le site Touristra de l'Île de Ré, pour débattre des questions traversant la société dans son ensemble.

Naturellement les retraités étaient les plus nombreux, mais, parmi les 83 participants, on comptait 17 actifs.

Par ailleurs, des secrétaires fédéraux, dont le secrétaire général de la FNIC, ont également participé aux travaux, ainsi qu'un représentant du Collectif Jeunes de la Fédération.

Dès le premier jour, le ton était donné : la séance s'est ouverte à l'heure prévue et, après le rapport de Didier Bailleul, les interventions se sont succédé, portant sur l'unité syndicale (*pourquoi ? à quel prix ? dans quelles conditions ?*), sur le rôle de la CGT dans le contexte de crise et des élections européennes, sur l'implication des retraités dans les actions et manifestations, et leur combativité...

Les séances suivantes, quel que soit leur thème, ont également donné lieu à des débats riches et souvent contradictoires, éclairés par les rap-

ports d'introduction de très haute tenue, dans une ambiance à la fois studieuse et fraternelle.

Les dessins de Pierre Corneloup ont apporté une note souriante très appréciée.

Une soirée avait été consacrée à la mémoire, à sa préservation et à sa transmission : les quelque 40 camarades qui y ont assisté ont été très intéressés et le futur Institut d'Histoire Sociale de la FNIC a ainsi pu recruter des volontaires pour traiter et exploiter les milliers de documents de nos archives.

**Un nouveau Conseil National a été élu, à l'unanimité, après qu'un hommage des participants ait été rendu à nos camarades Claude Badoil et Didier Bailleul.**

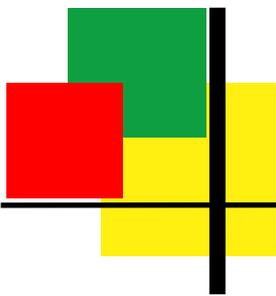
**Le Secrétariat de l'UFR a été élu dans la foulée, notre camarade Claude GILLET-COLART est la nouvelle Secrétaire Générale de l'UFR.**

La convivialité n'avait pas été oubliée : les apéritifs et les repas, auxquels participaient les conjoints, ainsi que la promenade dans le Marais Poitevin, ont permis aux participants de mieux se connaître et de partager une expérience tout à fait passionnante.

**En conclusion, cette 9<sup>ème</sup> Conférence s'est avérée satisfaisante à plusieurs titres :** parce que le nombre de participants était plus important que lors de la précédente, parce que beaucoup de camarades se sont exprimés, parce que des axes de travail se sont déterminés.

**L**es retraités ont montré leur attachement à la CGT, les actifs ont constaté que la continuité syndicale n'est pas un vain mot !





## Journée d'études **Egalité Professionnelle H/F...** **Les inégalités perdurent !**

**U**n projet de loi devait être élaboré l'été dernier, puis à l'automne, l'hiver est passé, toujours pas de projet !

La crise actuelle risque de faire passer au second plan la question de l'égalité professionnelle dans les entreprises.

La crise a bon dos ! Il est davantage question, aujourd'hui, de distribuer de l'argent aux entreprises sans aucune contrepartie sur l'emploi, plutôt que de les sanctionner financièrement pour des inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes.

Pourtant le malaise est bien présent. Un sondage réalisé par le CSA pour la HALDE, (*Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations*), montre qu'un tiers des femmes actives ou retraitées a le sentiment d'avoir été victime de discriminations sur leur lieu de travail parce qu'elles sont femmes : "plafond de verre", *écarts de salaires avec les hommes, carrières freinées pour cause de grossesse*.

### **Les inégalités salariales perdurent.**

L'écart du taux horaire est de l'ordre de 20 %. Cet écart s'accroît lorsqu'on s'élève dans la hiérarchie des salaires pour atteindre 30 % chez les cadres supérieurs.

*"Si on compte uniquement sur l'évolution culturelle de la société, on mettra encore un siècle avant d'arriver à l'égalité salariale. Ce n'est pas une tendance naturelle. La loi est donc plus que nécessaire, mais encore faut-il qu'elle soit appliquée"*.

Analyse de Rachel Silvera, maître de conférences à Paris X et spécialiste de ces questions.

Cette situation est d'autant plus anormale que les femmes sont, aujourd'hui, plus diplômées que les hommes selon l'une des toutes dernières études de l'Insee.

**En 2007**, 46 % des femmes étaient titulaires d'un baccalauréat, contre 41 % des hommes.

L'efficacité d'accords d'entreprises reste à vérifier. Leur réel impact sur les situations inégalitaires se limite souvent au lyrisme de leur propos. Les actions concrètes peinent à être engagées.

**Les principes d'égalité sont pourtant constitutionnels. Ils sont clairement inscrits dans le Code du travail. Le respect de la loi doit être un préalable à toutes négociations.**

La négociation doit permettre de créer des outils, des droits pour supprimer les discriminations.

**Qu'est devenue la loi selon laquelle toutes les entreprises devaient s'être engagées dans une démarche d'égalité professionnelle avant fin 2010 sous peine de sanctions financières ?**

**Comme quoi, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes reste à conquérir !**

Cette journée d'études a eu lieu le 17 juin 2009 à la Fédération à Montreuil en présence de plusieurs intervenants comme Cidécos et Sabine Fortino auteur du livre *"la mixité au travail"*.

De nombreux points y ont été traités :

- Pourquoi ces inégalités entre les hommes et les femmes, un peu d'histoire ?
- Le vécu et les expériences des participants,
- Bilan des accords dans les entreprises et les branches,
- Quelle démarche dans les entreprises, les moyens d'actions, quelles pistes pour engager des actions ?
- Avec bien entendu l'action syndicale, le rôle des IRP telles que DP, CE et CHSCT.

*Un compte rendu sera réalisé dans un prochain Courrier Fédéral.*



# Contribution essentielle

Et si découvrir et produire du gaz devenait indispensable pour satisfaire la demande mondiale en énergie ?



HARRISON & WOLF © dessiné: Total / T. Gonzalez

La demande mondiale de gaz naturel croît plus fortement que celle de toute autre énergie fossile. Précurseur dans la chaîne des métiers du GNL (gaz naturel liquéfié), Total poursuit son développement gazier à travers le monde en mettant en œuvre de nouveaux projets en Australie, en Norvège, au Qatar, au Yémen ou au Nigeria. Parce qu'assurer les besoins énergétiques de la planète est une priorité. [www.total.com](http://www.total.com)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

**Notre énergie est votre énergie**



**TOTAL**